

Consommation et modes de vie

N° 243 • ISSN 0295-9976 • Septembre 2011

Sandra HOIBIAN

Pour l'opinion, un État protecteur et le respect mutuel sont les conditions indispensables à la cohésion sociale

La notion de «cohésion sociale» rencontre, depuis une vingtaine d'années, un écho grandissant dans les médias, le monde politique, associatif, professionnel ou institutionnel. Organismes internationaux, Union européenne et ministères l'ont placée au rang de leurs objectifs politiques ou de leurs préoccupations, parfois en lieu et place de concepts connexes tels que la «solidarité», l'«action sociale», la «paix sociale» ou la «réduction des inégalités». En s'appuyant sur l'enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, le CRÉDOC a réalisé une étude à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) afin de mieux connaître les perceptions et attentes du grand public vis-à-vis de la cohésion sociale. L'image d'une société individualiste et inégalitaire domine nettement les représentations. Plus de huit personnes sur dix considèrent que la société française est divisée, fragmentée. Pour renforcer la cohésion en France, l'opinion défend l'idée d'un modèle de solidarité mixte, alliant l'intervention de la puissance publique pour garantir à tous un certain niveau de bien-être (un logement, un emploi, et l'accès à une éducation de qualité) et les efforts de chacun dans ses relations avec les autres. Loin de se sentir désengagés, les individus voient dans le respect mutuel et la tolérance les conditions d'une meilleure cohésion sociale.

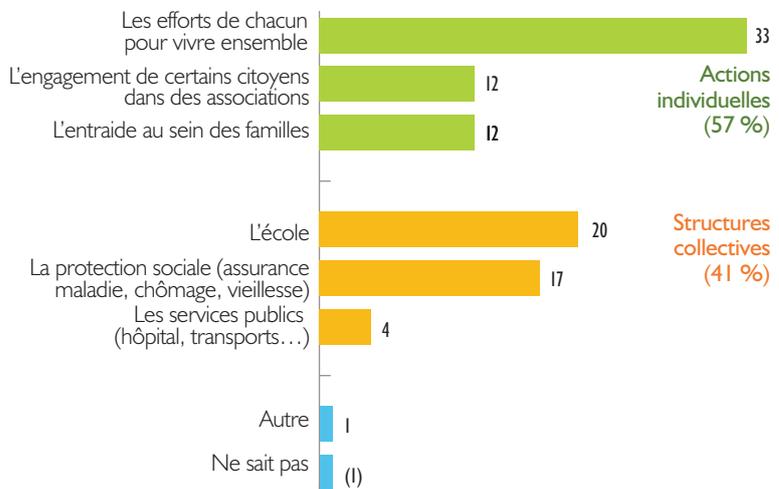
> Solidarité entre individus et solidarité publique: le modèle français

L'image d'une société égocentrique, où chacun agit dans son propre intérêt sans se préoccuper des autres, est très présente dans l'opinion. 31 % des Français considèrent en effet que l'individualisme est le premier obstacle à la cohésion sociale, devant les discriminations (15 %), le chômage (13 %) et la pauvreté (12 %). Le sentiment de solitude, qui affecte 47 % de la population de façon régulière ou occasionnelle, et le manque de confiance envers autrui (52 %) nourrissent la vision d'une société fragmentée et distante. Si bien qu'au total, 83 % de la population déplorent la faiblesse de la cohésion sociale.

La désaffection de la population pour les formes d'actions collectives traditionnelles (hausse de l'abstention, diminution du syndicalisme, rejet des institutions, etc.) laisse penser que les individus se sont, d'une certaine manière, désinvestis du collectif. L'étude du CRÉDOC révèle cependant que nos concitoyens se sentent, au premier chef, responsables et acteurs du bien-être commun : « les efforts de chacun pour vivre ensemble » arrivent ●●●

LA COHÉSION SOCIALE, UNE PARTITION À DEUX VOIX

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011.

ainsi en tête des facteurs qui contribuent le plus aujourd'hui à renforcer la cohésion de la société (33 %). Mais au-delà de la place accordée aux initiatives personnelles (57 %), nos concitoyens se montrent aussi sensibles au rôle des structures collectives : l'école, la protection sociale, les services publics rassemblent ainsi 41 % des suffrages. Les Français sont attachés à un modèle mixte alliant solidarité entre individus et solidarité publique. Cette conception diffère du système social-démocrate des pays scandinaves où l'État joue un important rôle distributeur, du modèle libéral (anglo-saxon) qui met l'accent sur la responsabilité individuelle et la régulation par le marché, ou du modèle méditerranéen (Italie, Espagne, Grèce, Portugal) où les solidarités familiales sont très vivaces.

> Garantir un niveau de bien-être minimal : emploi, logement, éducation

Des pouvoirs publics, les Français attendent principalement qu'ils assurent des conditions de vie décentes à la population : la possibilité d'accéder à un emploi (53 %), de bien se loger (37 %) et une éducation de qualité (25 %) arrivent ainsi en tête des priorités. En toile de fond, on perçoit les craintes liées à l'augmentation rapide du chômage consécutive à la crise. Au-delà de la

conjoncture récente, la progression de l'emploi précaire, les difficultés rencontrées par les jeunes pour entrer sur le marché du travail ou celles des seniors et des catégories peu diplômées à s'y maintenir alimentent probablement aussi, dans l'opinion, l'idée d'une compétition permanente pour obtenir un travail, climat peu propice à créer une société unie.

Le logement est également une source de tensions importantes pour les ménages. Les dépenses pour se loger constituent le premier poste de consommation avant l'alimentation, les transports, les loisirs, la santé, etc. Entre 1995 et 2010, les prix des logements anciens ont ainsi été multipliés par 2,5, soit une hausse bien plus rapide que celle des revenus, qui ont été multipliés par 1,7 en quinze ans. De plus, la qualité de l'habitat, assez moyenne en France lorsqu'on la compare à celles de nos voisins européens, contribue au sentiment de déclassement qui traverse aujourd'hui le corps social. Pour bien vivre ensemble, encore faut-il que les conditions de vie minimales soient assurées, notamment en matière de logement.

La mission éducative des pouvoirs publics est également jugée prioritaire par une proportion significative de la population (25 %). L'école est un des principaux vecteurs de transmission

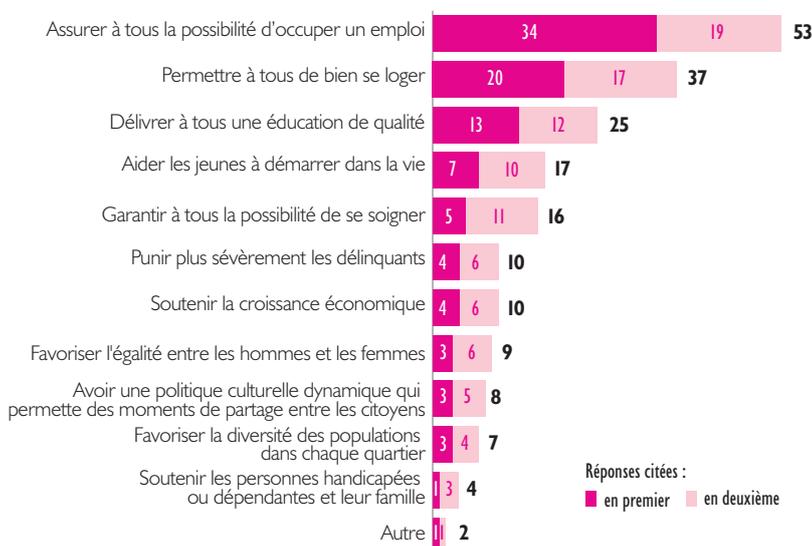
des valeurs républicaines. Elle joue un rôle central dans l'intégration sociale et, à l'inverse, dans l'exclusion, au regard de l'importance grandissante du diplôme dans les parcours professionnels. L'école est, par ailleurs, un des derniers lieux de rencontre et de mixité sociale, dans une société où les parcours s'affranchissent de plus en plus des rites et des lieux de rencontre autrefois partagés par tous (mariage, église, armée, etc.). L'importance de l'école dans la cohésion sociale est soulignée dans les travaux de l'OCDE, montrant qu'un enseignement de qualité contribue largement à améliorer le bien-être des populations.

> Agir en amont des ruptures

Garantir à tous un accès équitable aux biens fondamentaux, c'est éviter d'avoir à agir plus tard en réparation. Autrement dit, la population attend principalement des pouvoirs publics qu'ils agissent en amont des ruptures, en offrant à chacun des chances équitables. Or, l'image d'une société injuste et inégalitaire est très présente dans le corps social. Quelle que soit la conjoncture économique, depuis trente ans, plus de huit personnes sur dix ont dans l'idée que les inégalités vont en se creusant. Corrélativement, seuls 38 % pensent que la société française offre à chacun la place qu'il mérite vraiment ; c'est une proportion qui a très peu varié en l'espace de dix ans. Et si les perceptions se sont améliorées en haut de l'échelle des revenus, le sentiment de déclassement semble à l'inverse se diffuser dans les catégories modestes et les classes moyennes. La mise à mal des espoirs d'une société méritocratique explique en grande partie le pessimisme de nos concitoyens sur la cohésion du pays. Toutes ces raisons expliquent que 65 % de la population attendent une action des pouvoirs publics pour améliorer la cohésion sociale, qu'il s'agisse de l'État (35 %), des mairies (12 %), des services sociaux et services publics spécialisés (9 %), des départements ou régions (9 %). Seuls 19 % s'en remettent avant tout aux habitants eux-mêmes et 6 % citent les solidarités familiales.

LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT AGIR EN PRIORITÉ SUR L'EMPLOI, LE LOGEMENT, L'ÉDUCATION

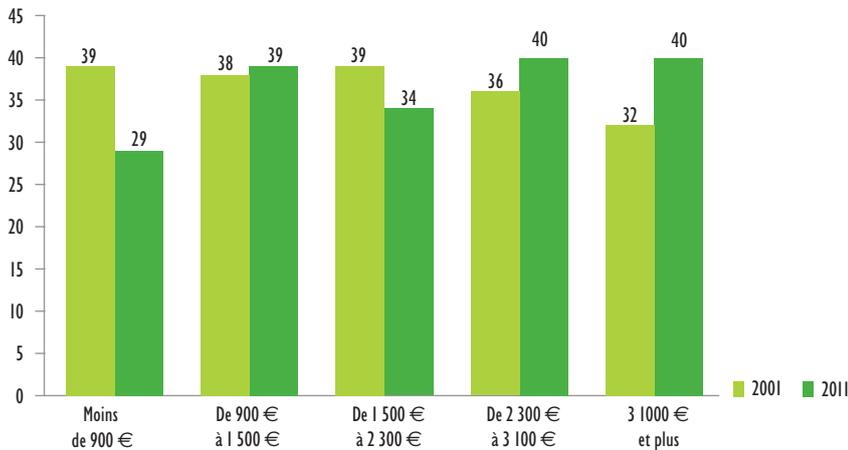
Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011.

LA MÉRITOCRATIE EN PANNE ?

Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, selon le niveau de revenus du foyer (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011.

Guide de lecture : Le sentiment que chaque individu a la possibilité de trouver la place qu'il mérite dans la société est stable, en moyenne, dans la population. Toutefois, le sentiment d'injustice s'est accentué dans les catégories modestes (seuls 29% des personnes disposant de moins de 900 € pensent que chacun a aujourd'hui la place qu'il mérite, contre 39% en 2001), et il s'est atténué chez les groupes plus aisés (40% en 2011 contre 32% en 2001).

> ... pour créer les conditions propices aux initiatives individuelles

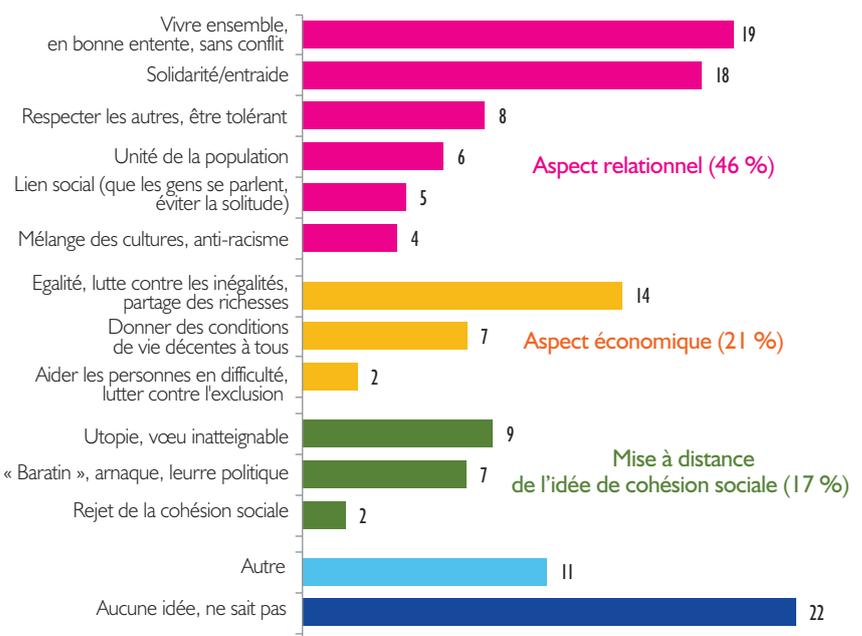
Au fond, les Français semblent nous dire qu'en assurant un niveau de bien-être minimum, les pouvoirs publics pourraient donner aux individus la capacité d'assumer pleinement la responsabilité de leurs choix et de leurs relations avec les autres. C'est précisément à propos des relations sociales que l'opinion attend une participation active des individus : le bonjour matinal, les moments de convivialité entre amis ou voisins, l'attention portée aux personnes isolées ou l'empathie lorsque certains traversent une mauvaise passe sont autant d'attitudes par lesquelles chacun peut jouer un rôle. À cet égard, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » montre que les relations inter- ● ● ●

QUAND COHÉSION SOCIALE RIME AVEC RELATIONS INDIVIDUELLES

Élaboré par Émile Durkheim en 1893, le concept a largement évolué au cours du temps et revêt aujourd'hui des acceptions multiples. Le Conseil de l'Europe le définit comme étant « la capacité de la société à assurer le bien-être de tous et à éviter les disparités et la marginalisation [...] le bien-être ne peut être atteint s'il n'est pas partagé. Une partie de l'humanité ne peut vivre bien si l'autre est dans le mal-être ou si elle y parvient aux dépens des générations futures, en léguant à ses propres enfants et petits-enfants un monde incertain, aux ressources appauvries ». Certains y voient une notion dépassant le cadre traditionnel de l'action sociale (lutte contre les exclusions, mécanismes de redistribution et de protection sociale, réduction des inégalités) pour s'intéresser aux modes de création des liens sociaux, intégrant le « vivre-ensemble » et la citoyenneté. La cohésion sociale peut inclure la solidarité (envers les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les familles vulnérables, etc.), la force des liens sociaux, l'unité des valeurs, des normes ou un projet commun.

Qu'est-ce que l'expression « cohésion sociale » évoque à l'opinion ? 78% des interviewés en proposent spontanément une définition sans qu'on leur suggère d'éléments de réponse. Les deux mots riment, surtout, avec l'idée de relations harmonieuses entre membres de la société (46%). 19% se figurent une société où l'on peut « vivre ensemble » en bonne entente, 18% mentionnent la solidarité dont chacun peut faire preuve avec ses pairs, 8% songent au « respect de l'autre ». La dimension économique de la cohésion sociale est abordée par 21% des personnes interrogées, que ce soit à travers la thématique de l'égalité entre les citoyens, du partage des richesses (14%) ou de l'équité des conditions de vie (logement, travail, éducation, alimentation, soins..., 7% des suffrages). Mais l'expression suscite également une mise à distance chez certains (17% de la population) : 9% parlent d'une utopie, d'un vœu pieu qui ne prendra jamais corps, 7% expriment des réserves très marquées, considérant qu'il s'agit là d'un « attrape-nigaud » destiné à manipuler l'opinion et 2% manifestent leur rejet « du social » en évoquant l'idée d'assistanat.

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « cohésion sociale » ? Question ouverte (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011.

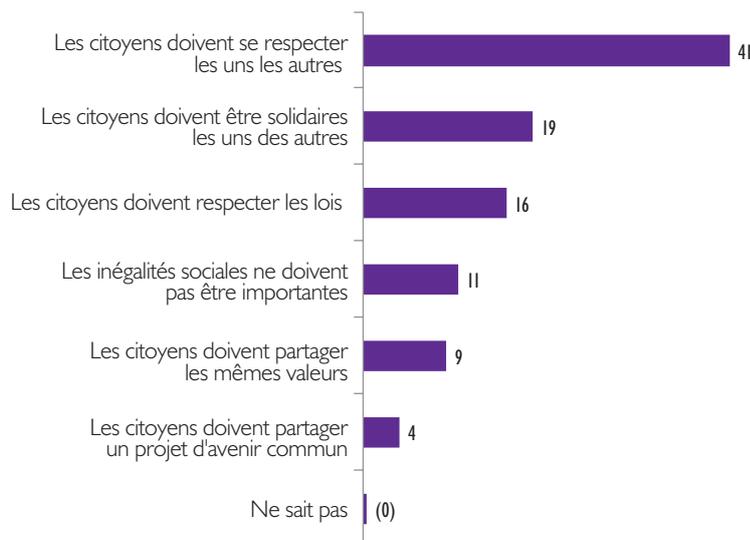
NB : Les réponses de ce graphique sont assez différentes de celles répondant à la question sur les conditions les plus indispensables à la cohésion sociale. Il s'agissait ici en effet de définir l'expression « cohésion sociale » et non pas de déterminer les moyens pour y parvenir. Par ailleurs, les enquêtés s'exprimaient ici librement au lieu de choisir une seule réponse dans une liste (cf. le graphique « Le respect des autres prévaut sur un projet d'avenir », page 4).

personnelles sont très vivaces. S'il arrive à 12 % de nos concitoyens de se sentir souvent seuls, 52 % déclarent que ce sentiment ne les affecte jamais. La participation associative est restée très stable au cours des trente dernières années : elle concerne près d'une personne sur deux (45 %). Les liens avec la famille sont particulièrement forts : 86 % rencontrent régulièrement des membres de leur famille, une proportion à peine moins élevée qu'au début des années 1980 (-8 points). L'habitude de recevoir des amis s'est largement diffusée : 78 % invitent des amis chez eux au moins une fois par mois en 2011, contre 65 % en 1991. Internet et les technologies de l'information contribuent d'ailleurs à enrichir cette sociabilité : 34 % de la population déclarent ainsi avoir noué des liens avec de nouvelles personnes, au-delà de leur cercle habituel de connaissances, grâce à Internet.

Ces indicateurs ne donnent pas pour autant la teneur des relations entre individus. Pour l'opinion, le « respect mutuel » apparaît comme la clé de voûte de la cohésion sociale : 41 % de la population citent cette réponse en premier. La notion de respect des autres fait écho à la place occupée par

LE RESPECT DES AUTRES PRÉVAUT SUR UN PROJET D'AVENIR OU DES VALEURS COMMUNES

Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011.

l'individu dans nos sociétés et introduit une notion de réciprocité : pour bâtir la cohésion sociale, il faut accepter de reconnaître à chacun sa valeur. En un mot, j'attends pour moi-même autant de considération que j'en dois à autrui. L'importance accordée au respect peut être interprétée comme un moyen pour l'opinion de réconcilier la vie en collec-

tivité et le désir de chacun de mener sa vie comme il l'entend. En définitive, la cohésion de la société, pour les Français, repose davantage sur les conduites et les comportements individuels que sur un éventuel consensus autour de « valeurs communes » (9 % des réponses) ou d'un « projet commun » (4 %). ■

Pour en savoir plus

- > Ce numéro de *CRÉDOC-Consommation et modes de vie* a été réalisé à partir d'un rapport réalisé à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) : *Pour l'opinion, la cohésion sociale repose sur les efforts de chacun et l'action des pouvoirs publics*, Sandra Hoïbian, Collection des Rapports n° 275, CRÉDOC, juin 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R275.pdf>
- > Le rapport présente les résultats des questions insérées à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC,

Voir aussi

- > La Cohésion sociale - Séminaire 2007, Dossier n° 3 du CERC, (Conseil Emploi Revenus Cohésion Sociale), avril 2008, http://www.cerc.gouv.fr/dossiers/cohesion_sociale_seminaire_2007.pdf
- > Le bien-être pour tous. Concepts et outils de la cohésion sociale, Tendances de la cohésion sociale n° 20, Éditions du Conseil de l'Europe, novembre 2008, http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/Trends/Trends-20_fr.pdf
- > Pierre Bréchon et Olivier Galland, *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, 2010
- > Régis Bigot, « L'opinion défend à la fois la liberté individuelle et la cohésion sociale », *CRÉDOC-Consommation et modes de vie*, n° 231, CRÉDOC, juillet 2010, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/231.pdf>
- > OCDE ; « Du bien-être des Nations, le rôle du capital humain et social », Éditions OCDE, 2001.